



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

F DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Mars 2017



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -8,09 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mars 2017 s'élève à -29,56 Md€ contre -28,00 Md€ à fin mars 2016. Ce solde s'explique par une hausse des

dépenses nettes de 3,38 Md€, l'augmentation des recettes nettes de 2,79 Md€ et par la diminution du solde des comptes spéciaux de 0,97 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 74,73 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 6,56 Md€ dont 2,74 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,81 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Défense** : 3,37 Md€ dont 1,76 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 0,90 Md€ au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,67 Md€ dont 0,85 Md€ au titre du programme « Police nationale » et 0,75 Md€ au titre du programme « Gendarmerie nationale » ;

✓ Mission **Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,54 Md€, essentiellement au titre du programme « Infrastructures et services de transports » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,20 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » ;

✓ Mission **Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 0,96 Md€ dont 0,65 Md€ au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local ».

Les dépenses nettes à fin mars 2017 s'élèvent à 74,73 Md€ contre 71,36 Md€ à fin mars 2016. Cette évolution résulte notamment des hausses des dépenses d'intervention (+1,94 Md€), des dépenses

de personnel (+0,97 Md€) et des dépenses de fonctionnement (+0,87 Md€) compensées en partie par la baisse des charges de la dette de l'Etat (-0,66 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 64,62 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 10,34 Md€ ;

Impôt sur les sociétés (hors CSB) : 8,62 Md€ (notamment dus à l'encaissement du 1^{er} acompte au 15 mars) ;

Impôt sur le revenu : 5,08 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 2,37 Md€ dont 1,02 Md€ de

mutations à titre gratuit par décès et 0,54 Md€ au titre des autres taxes intérieures ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,09 Md€ dont -2,57 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,25 Md€.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 76,26 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin mars 2017 s'élèvent à 76,26 Md€ contre 74,67 Md€ à fin mars 2016.

Cette évolution (+1,59 Md€) s'explique notamment par les hausses de 1,57 Md€ des recettes de TVA et des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 2,10 Md€

(essentiellement en raison de la hausse des autres taxes intérieures notamment la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité). Cependant, cette évolution positive est compensée par des baisses de recettes de TICPE (-1,13 Md€) et d'IR (-0,47 Md€).

Recettes non fiscales : 1,29 Md€

Les recettes non fiscales à fin mars 2017 s'élèvent à 1,29 Md€ contre 2,18 Md€ à fin mars 2016. Cette baisse (-0,89 Md€) s'explique essentiellement par la baisse des produits du domaine de l'Etat de 0,65 Md€ (essentiellement les redevances d'usage des fréquences

radioélectriques) ainsi que par la réduction du montant des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,31 Md€ (essentiellement le produit des amendes prononcées par les autorités de la concurrence).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -13,72 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -13,72 Md€ à fin mars 2017 contre -15,42 Md€ à fin mars 2016. Cette variation de +1,70 Md€ s'explique par la baisse des prélèvements au profit de l'Union

européenne (UE) pour 1,13 Md€ (en raison d'un rythme d'appel plus lent en 2017 des ressources TVA et RNB) et de moindres prélèvements au profit des collectivités territoriales (+0,57 Mds).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -19,45 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,20 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 2,92 Md€. Des dépenses à hauteur de 4,38 Md€ sont constatées au compte « **Participations financières de l'Etat** » (avec 3,00 Md€ au titre de l'augmentation de capital d'EDF et 1,10 Md€ pour avance en compte courant au bénéfice d'AREVA). Le compte « **Couverture des risques**

financiers de l'Etat » laisse apparaître des dépenses et des recettes pour 1,18 Md€ essentiellement pour assurer la couverture du risque de change des différentes contributions de la France versées dans le cadre des programmes « Aide économique et financière au développement » et « Action de la France en Europe et dans le monde ».

A fin mars 2017, le solde des comptes spéciaux s'établit à -19,45 Md€ contre -18,48 Md€ à fin mars 2016. Cet écart de -0,97 Md€ s'explique notamment par la variation des soldes des comptes de commerce (+3,77 Md€ en raison des recettes au compte « Soutien

financier au commerce extérieur ») compensée par les soldes des comptes d'affectation spéciale (-2,86 Md€ en raison des dépenses au compte « Participations financières de l'Etat ») et des comptes de concours financiers (-1,84 Md€ en raison des dépenses d'ASP)

Dettes financières de l'Etat au 31 mars : 1 681,46 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours des trois premiers mois de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 56,11 Md€) et

les BTF (émissions nettes de remboursements de 13,80 Md€). Le montant net des BTAN a diminué de 16,16 Md€ depuis le début de l'année.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



	Mois	Cumul à fin mars		Renvoi Page	
	Mars	2017	2016 retraité 2016 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-8 090	-29 564	-28 001	-27 485	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	21 397	74 733	71 356	70 273	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	23 270	64 618	61 831	61 263	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	5 075	22 625	23 092	23 092	
- IS *	8 617	7 631	7 827	7 827	
- TVA	10 337	37 261	35 689	35 655	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-9 963	-19 449	-18 476	-18 476	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-4 518	97 806			16
Dettes financières de l'Etat	53 703	1 681 457			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin mars		
	unité : million d'€. Mars	2017	2016 retraité	2016 exécuté
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	988	988
Dépenses de personnel	10 682	32 456	31 485	31 495
Dépenses de fonctionnement	3 119	13 345	12 477	12 390
Charges de la dette de l'Etat	39	283	942	942
Dépenses d'investissement	629	2 365	2 288	2 288
Dépenses d'intervention	6 553	24 533	22 594	21 588
Dépenses d'opérations financières	376	760	583	583
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	21 397	74 733	71 356	70 273
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	26 993	76 257	74 666	74 107
Recettes non fiscales	504	1 285	2 180	2 180
Prélèvements sur recettes	-4 338	-13 722	-15 418	-15 427
Fonds de concours	111	798	403	403
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	23 270	64 618	61 831	61 263
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	27 608	78 340	77 249	76 690
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	1 873	-10 115	-9 525	-9 010
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-4 529	-974	1 892	1 892
Solde des comptes de concours financiers	-5 639	-22 589	-20 749	-20 749
Solde des comptes de commerce	219	4 163	393	393
Solde des comptes d'opérations monétaires	-215	-202	-10 262	-10 262
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-9 963	-19 449	-18 476	-18 476
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-8 090	-29 564	-28 001	-27 485



	Mois	Cumul à fin mars		
	unité : million d'€. Mars	2017	2016 retraité	2016 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 682	32 456	31 485	31 495
Rémunérations d'activité	6 086	18 261	17 704	17 709
Cotisations et contributions sociales	4 522	14 001	13 581	13 585
Prestations sociales et allocations diverses	74	194	200	200
AUTRES TITRES	10 716	42 277	39 871	38 778
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	988	988
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 119	13 345	12 477	12 390
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 438	6 166	5 421	5 395
Subventions pour charges de service public	681	7 178	7 056	6 995
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	39	283	942	942
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	39	283	942	942
Titre 5 - Dépenses d'investissement	629	2 365	2 288	2 288
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	545	1 638	1 784	1 784
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	84	727	503	504
Titre 6 - Dépenses d'intervention	6 553	24 533	22 594	21 588
Transferts aux ménages	1 952	11 859	10 759	11 027
Transferts aux entreprises	1 514	4 980	3 399	2 242
Transferts aux collectivités territoriales	888	1 523	1 653	1 601
Transferts aux autres collectivités	2 192	6 160	6 774	6 710
Appels en garantie	6	11	8	8
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	376	760	583	583
Prêts et avances	1	277	1	1
Dotations en fonds propres	30	56	46	46
Dépenses de participations financières	346	427	535	535
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	21 397	74 733	71 356	70 273



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2017		Cumul à fin mars 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	393	474	1 204	856	1 145
Action de la France en Europe et dans le monde	318	339	627	553	731
Diplomatie culturelle et d'influence	48	49	443	181	159
Français à l'étranger et affaires consulaires	27	86	133	123	120
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	0	0	0	0	135
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	298	292	760	688	742
Administration territoriale	154	136	437	395	387
Vie politique, culturelle et associative	69	66	79	70	125
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	75	90	244	224	230
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	190	187	779	646	755
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires (1)	0	0	0	0	141
Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières (2)	66	80	471	360	342
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	66	53	149	132	118
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	58	54	159	154	154
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	213	445	613	952	1 051
Aide économique et financière au développement	115	346	116	453	588
Solidarité à l'égard des pays en développement	98	99	497	498	464
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement (1)	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	116	34	1 778	1 682	1 725
Liens entre la Nation et son armée	3	1	10	7	5
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	51	22	1 683	1 650	1 697
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	62	11	85	26	23
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	51	49	186	181	170
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	32	31	92	90	86
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	37
Cour des comptes et autres juridictions financières	19	18	54	51	47
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	272	185	833	525	451
Patrimoines	43	37	240	155	111
Création	152	61	249	98	88
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	77	87	343	273	252
DEFENSE	3 369	3 368	9 818	11 220	10 918
Environnement et prospective de la politique de défense	197	103	349	410	391
Préparation et emploi des forces	730	895	2 489	2 301	2 132
Soutien de la politique de la défense	1 745	1 759	6 054	5 920	5 748
Equiperment des forces	697	611	926	2 589	2 647
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	136	111	326	275	243
Coordination du travail gouvernemental	59	42	151	120	90
Protection des droits et libertés	15	15	29	31	31
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	62	54	147	124	122
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	521	1 543	6 197	3 746	2 422
Infrastructures et services de transports	193	1 020	2 079	1 422	320
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	10	20	79	39	39
Météorologie (1)	0	0	0	0	49
Paysages, eau et biodiversité	17	11	125	45	41
Expertise, information géographique et météorologie (2)	0	52	365	174	23
Prévention des risques	34	13	79	39	33
Energie, climat et après-mines	8	3	294	250	112
Service public de l'énergie	1	176	2 315	932	852
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	258	249	861	846	952



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2017		Cumul à fin mars 2016
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	retraité
ECONOMIE	359	350	622	597	327
Développement des entreprises et du tourisme	59	46	229	204	185
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	34	34	100	97	102
Stratégie économique et fiscale	266	270	293	296	39
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT	285	151	14 728	3 792	4 364
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	277	131	506	280	237
Aide à l'accès au logement	0	0	14 216	3 481	4 031
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	8	20	7	30	96
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'habitat durable (2)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	55	90	455	490	1 010
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	39	39	283	283	942
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	6	6	11	11	8
Epargne	10	10	43	43	60
Majoration de rentes	0	0	117	117	0
Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	35	0	35	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 902	6 557	19 014	18 195	17 511
Enseignement scolaire public du premier degré	1 815	1 810	5 395	5 383	5 052
Enseignement scolaire public du second degré	2 762	2 738	8 164	8 139	7 906
Vie de l'élève	1 071	792	2 174	1 638	1 617
Enseignement privé du premier et du second degrés	891	840	2 232	2 164	2 090
Soutien de la politique de l'éducation nationale	174	207	628	500	484
Enseignement technique agricole	188	170	421	372	361
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	1 048	959	2 878	2 678	2 673
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	667	647	2 072	1 965	1 956
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	147	117	318	273	219
Facilitation et sécurisation des échanges	187	149	387	368	407
Entretien des bâtiments de l'Etat (1)	0	0	0	0	20
Fonction publique	47	47	101	73	71
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	159	152	532	330	261
Immigration et asile	153	150	489	293	232
Intégration et accès à la nationalité française	6	2	43	38	29
INVESTISSEMENTS D'AVENIR (3)	850	0	1 950	0	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche (3)	0	0	550	0	0
Valorisation de la recherche (3)	200	0	200	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises (3)	650	0	1 200	0	0
JUSTICE	1 026	634	2 314	2 020	1 863
Justice judiciaire	290	277	863	855	797
Administration pénitentiaire	596	254	963	774	736
Protection judiciaire de la jeunesse	103	70	258	187	181
Accès au droit et à la justice	9	8	126	123	79
Conduite et pilotage de la politique de la justice	28	26	104	80	69
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	254	86	303	125	125
Presse	50	16	88	52	50
Livre et industries culturelles	205	70	215	73	71
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (1)	0	0	0	0	4
OUTRE-MER	68	90	1 085	550	627
Emploi outre-mer	20	21	1 004	421	468
Conditions de vie outre-mer	49	69	81	129	159



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2017		Cumul à fin mars 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POLITIQUE DES TERRITOIRES	18	38	93	77	64
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	11	18	15	29	42
Interventions territoriales de l'Etat	-1	1	1	5	2
Politique de la ville	9	19	77	43	20
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	988
Présidence de la République	0	0	100	100	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	14	14	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 106	802	22 664	7 464	7 134
Formations supérieures et recherche universitaire	117	84	12 406	3 238	3 121
Vie étudiante	313	266	1 673	809	751
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	314	240	5 649	1 660	1 846
Recherche spatiale	76	61	1 395	606	567
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	51	1 018	895	615
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	168	79	368	199	176
Recherche duale (civile et militaire)	70	0	70	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	1	1	2	1	1
Enseignement supérieur et recherche agricoles	46	20	82	56	57
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	41	573	4 975	2 088	2 114
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	325	3 035	1 271	1 271
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	138	759	276	206
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	41	110	1 181	541	637
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	515	381	422	437	388
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	447	367	354	406	384
Concours spécifiques et administration	68	14	68	32	5
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	7 874	7 876	20 715	20 689	20 242
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	7 504	7 505	19 633	19 607	18 560
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	370	370	1 082	1 082	1 682
SANTE	176	61	1 071	359	340
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	176	61	364	76	85
Protection maladie	0	0	708	283	255
SECURITES	1 935	1 671	5 221	4 721	4 349
Police nationale	931	848	2 569	2 476	2 336
Gendarmerie nationale	924	753	2 529	2 119	1 928
Sécurité et éducation routières	4	2	6	5	3
Sécurité civile	76	68	118	121	82
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	203	1 197	14 833	4 503	3 589
Inclusion sociale et protection des personnes	123	78	4 286	951	139
Handicap et dépendance	0	1 050	9 730	3 187	3 091
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	2	2	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	80	68	815	362	359
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	23	15	529	208	168
Sport	8	6	155	88	80
Jeunesse et vie associative	15	9	373	120	88
TRAVAIL ET EMPLOI	574	902	8 132	4 339	3 840
Accès et retour à l'emploi	446	549	4 245	1 994	2 216
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	44	295	3 678	2 170	1 465
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	27	4	28	6	2
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	58	54	180	169	157
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	29 030	29 273	146 020	95 422	91 598
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	21 156	21 397	125 305	74 733	71 356

(1) suppression en 2017
(2) changement de libellé en 2017
(3) création en 2017



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	5 156	22 953	23 435	23 435
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	111	391	374	374
Impôt sur les sociétés (C)	10 229	11 587	11 110	11 110
Impôt sur les sociétés	10 006	11 339	10 881	10 881
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	223	248	229	229
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	356	986	1 424	1 424
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	47	210	174	174
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	65	287	383	383
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	64	204	253	253
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	1	1	1
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	1	1
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	3	3	3
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	7	6	6
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	17	24	24
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	3	5	5
Recettes diverses	172	253	575	575
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	873	2 378	3 510	3 513
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	15 772	51 063	49 570	49 535
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 373	7 588	5 486	4 958
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	27	130	127	127
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	15	47	43	43
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	5	2	2
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	137	431	537	537



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	1 018	2 656	2 303	2 303
Contribution de sécurité immobilière	59	173	151	151
Autres conventions et actes civils	45	135	124	124
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	34	99	99	99
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	16	41	34	34
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	19	52	92	92
Timbre unique	24	114	70	70
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	538	2 424	740	213
Autres droits et recettes accessoires	1	2	1	1
Amendes et confiscations	2	6	4	4
Taxe générale sur les activités polluantes	2	3	11	11
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	20	83	42	42
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	11	12	12
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	12	13	13
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	9	9
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	7	7
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	13	14	3	3
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	198	539	509	509
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	55	151	153	153
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	64	99	100	100
Prélèvement sur les paris sportifs	25	63	65	65
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	14	17	17
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	38	235	185	185
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	12	48	31	31
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	34 869	96 946	94 909	94 349
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	26 993	76 257	74 666	74 107



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	95	95	47	47
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	95	95	25	25
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	0	21	21
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	134	259	912	912
Revenus du domaine public non militaire	11	23	48	48
Autres revenus du domaine public	34	73	74	74
Revenus du domaine privé	0	0	14	14
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	17	70	671	671
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	72	90	88	88
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	14	14
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	4	3	3
Produits de la vente de biens et services (C)	87	197	195	195
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	46	46	61	61
Autres frais d'assiette et de recouvrement	40	146	131	131
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	1	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1
Autres recettes diverses	1	2	1	1
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	8	47	67	67
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	5	16	34	34
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	1	2	2
Intérêts des autres prêts et avances	2	4	2	2
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	15	24	24
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	10	5	5



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	57	285	595	595
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	12	107	364	364
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	2	5	1	1
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	1	2	1	1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	40	120	178	178
Frais de poursuite	1	2	2	2
Frais de justice et d'instance	1	3	3	3
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
Divers (F)	123	403	365	365
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur (1)	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	4	5	20	20
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	16	39	31	31
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	1	2	2
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	2	2	2
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	2	2	2
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	2	1	1
Récupération d'indus	2	7	6	6
Recouvrements après admission en non-valeur	12	33	36	36
Divers versements de l'Union européenne	10	10	12	12
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	6	6	6
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	12	5	5
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	32	86	72	72
Produits divers	32	154	104	104
Autres produits divers	10	45	65	65
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	504	1 285	2 180	2 180

(1) changement de libellé en 2017



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 091	-9 049	-9 621	-9 629
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 566	-7 700	-8 197	-8 206
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-3	-3	-3
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-240	-465	-543	-543
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-3	-2	-2
Dotation élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-25	-23	-23
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	-1	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	-1	-1
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-277	-832	-830	-830
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	-2	-2
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement (1)	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés (1)	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011) (1)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-21	-21	-21
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 247	-4 673	-5 798	-5 798
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 338	-13 722	-15 418	-15 427
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	94	745	336	336
Fonds de concours - coopération internationale	17	53	67	67
TOTAL FONDS DE CONCOURS	111	798	403	403

(1) suppression en 2017



unité : million d'€

	Mois de mars		Cumul à fin mars					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	10 083	5 553	20 218	14 237	19 244	16 130	-974	1 892
Aides à l'acquisition de véhicules propres	29	23	33	21	78	61	45	40
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	10	175	24	4	404	388	380	384
Développement agricole et rural	4	2	4	2	9	9	5	7
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	65	33	83	103	95	94	12	-10
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	3	40	0	6	3	-34	3
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	21	29	45	46	68	139	23	94
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	4 381	2	4 383	280	1 243	1	-3 140	-279
Pensions	4 572	4 710	13 753	13 627	15 306	14 919	1 554	1 292
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	400	0	400	0	358	19	-42	19
Transition énergétique	601	576	1 452	154	1 675	497	223	343
Comptes de concours financiers	8 779	3 140	32 952	30 987	10 363	10 238	-22 589	-20 749
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	225	0	7 209	5 360	17	25	-7 192	-5 335
Avances à l'audiovisuel public	328	206	983	967	577	534	-406	-433
Avances aux collectivités territoriales	8 196	2 922	24 683	24 611	9 618	9 532	-15 065	-15 079
Prêts à des Etats étrangers	30	4	77	49	76	139	-1	90
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	8	0	0	75	7	75	7
Comptes de commerce	1 459	1 678	2 407	2 922	6 571	3 315	4 163	393
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires (3)	55	146	118	102	216	86	99	-16
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	14	39	36	41	37	2	1
Couverture des risques financiers de l'Etat	1 184	1 184	1 186	1 414	1 186	1 414	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	36	140	92	97	220	303	128	206
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	153	190	739	1 260	825	1 458	86	198
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	3	0	0	0	-3	0
Opérations commerciales des domaines	3	3	8	9	9	12	1	3
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	0	6	5	5	5	-1	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur (1)	10	0	216	0	4 068	0	3 851	0
Comptes d'opérations monétaires	373	157	434	10 490	232	228	-202	-10 262
Emission des monnaies métalliques	18	3	30	38	29	27	-2	-12
Opérations avec le Fonds Monétaire International	355	154	355	10 452	203	201	-152	-10 251
Pertes et bénéfices de change	0	0	48	0	0	0	-48	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	20 693	10 528	56 010	58 636	36 409	29 910	-19 601	-28 727
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	20 338	10 375	55 655	48 184	36 206	29 709	-19 449	-18 476

(1) création en 2017



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2017
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	445	50	495
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	287	166	453
	Total organismes à caractère financier	742	216	957
	CEPL			
	Régions	1 866	706	2 572
	Départements	5 232	-827	4 406
	Communes	23 185	-1 819	21 365
	HLM	567	-183	384
	Autres	22 134	-414	21 720
	Total CEPL	52 984	-2 538	50 447
	Etablissements publics de santé	5 010	456	5 466
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 693	1 097	11 790
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 774	-544	3 230
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 818	257	3 075
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	162	1 024
	Total établissements publics nationaux	18 146	972	19 118
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	6 124	1 431	7 554	
Union européenne	3 786	-1 870	1 916	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	52	0	52	
GIP	662	40	702	
EPL	2 305	815	3 120	
Autres correspondants	12 464	-3 998	8 466	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	41	-41	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	15 525	-3 185	12 340	
Total Dépôts de fonds du Trésor	102 316	-4 519	97 797	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	9	0	9
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	9	0	9
Total Passif (A)		102 325	-4 519	97 806
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		102 324	-4 518	97 806



	Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2017
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 620 619	53 756	1 674 375
Titres négociables à moyen et long terme	1 486 694	39 952	1 526 646
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 451 194	56 112	1 507 306
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 251 637	50 445	1 302 082
- <i>taux variable</i>	180 172	5 474	185 646
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	35 500	-16 160	19 340
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	35 500	-16 160	19 340
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	133 925	13 804	147 729
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	133 925	13 804	147 729
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	7 135	-53	7 082
TOTAL (A+B+C)	1 627 754	53 703	1 681 457



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2016 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2016 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2017.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

Dettes financières de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.